

1. **les Français attendent d'être convaincus que la France a un avenir** : ils sont encore prêts à y croire mais, à force de ne rien voir venir, s'est installée une forme de résignation colérique.

- **tout se passe comme si chacun pensait que l'avenir est possible mais se persuadait que personne ne le proposera.** Les Français croient aux atouts de la France (à 80 %), mais expriment un doute majeur sur sa capacité à se réformer pour s'en saisir. Ils sont optimistes pour leur avenir personnel et se projettent dans éternel présent fait de système D et de solidarités de proximité, mais sont profondément pessimistes pour l'avenir de la France.

Il s'ensuit un sentiment de gâchis, de désolation, d'impuissance et de manque de confiance (dans tous les sens : 80 % des Français ne font pas confiance aux politiques ; mais ils sont presque aussi nombreux à estimer que les politiques ne leur font pas assez confiance).

- **la crainte majeure, et profonde, est celle de la dislocation.** Elle empêcherait définitivement chacun de trouver sa place, déjà incertaine, dans la société ; et boucherait toute projection dans l'avenir.

Cette peur rend insupportable le creusement des inégalités (en tête des inquiétudes pour l'avenir, devant l'endettement) ; épidermiques toute manifestation de séparatisme des riches ; et nourrit la crispation identitaire et la propagation des thèmes de l'invasion de l'intérieur.

- **or l'absence de but collectif favorise la fuite en avant et la fragmentation** : puisqu'il n'y a plus de sens général, les seuls repères sont les intérêts sectoriels. Les réformes, qui paraissent dès lors morcelées pour des clientèles, perdent en crédibilité. Les reculades perçues par l'opinion renforcent l'idée que, dans ce contexte atomisé, la radicalisation est le dernier moyen de se faire entendre (cf. nombreux primo-manifestants, ...).

- **chez certains, cette radicalisation fermente en une sorte de haine.** L'aversion vis-à-vis de la gauche est classique, mais la répulsion actuelle dépasse ce cadre idéologique : *la part des « très mécontents » atteint dans certaines études les 50 %* ; une proportion croissante (40 %) déclarent que « plus rien ne pourra les faire changer d'avis » ; les propos tenus en quali sont de plus en plus durs. Le léger regain consécutif à la mise en retrait du PR reste incertain (les dernières vagues sont pour la plupart comparées à des mesures qui suivaient immédiatement l'épisode Léonarda, à un niveau plus faible qu'elles n'auraient dû être) et sûrement trop fragile pour résister à un à-coup (hausse de la TVA). *L'enkystement de ces opinions radicalisées, à un tel niveau, est le principal risque pour une réélection.*

Cette radicalisation **s'ajoute à la porosité du discours d'extrême droite** qui pointe les boucs émissaires (les immigrés, l'Europe, les assistés), auquel plus aucun contre-discours d'arrêt n'est opposé ; et qui s'étend dans des secteurs jusqu'à présent préservés (y compris les CSP+ et les sympathisants de gauche).

Les Français semblent être entrés dans une prophétie auto-réalisatrice. Ils font désormais ce qu'ils craignent le plus : une écrasante majorité craint l'explosion sociale ou le délitement, beaucoup redoutent la dislocation en groupes d'intérêt, peu souhaitent l'arrivée de Marine Le Pen au pouvoir ; mais de plus en plus de Français, désorientés, agissent ou sont tentés d'agir individuellement en ce sens.

Là est la principale spirale à briser. Non seulement elle empêche la réception de nos actions, mais nous serons tenus pour les premiers responsables - après un désastre électoral ou une rupture sociale -, par ceux-là mêmes qui en défendent aujourd'hui les causes, de ne pas avoir pu empêcher les conséquences.

2. la sortie de cette spirale de radicalisation peut être appréhendée de plusieurs façons :

- **par petites touches, en essayant de la dévier ou en posant des freins, et en la laissant s'éteindre d'elle-même.** Cela suppose de déminer et d'apaiser sans cesse (les craintes, les intérêts catégoriels) ; or il n'est pas certain que l'on parvienne à dénouer les fils du nœud gordien plus vite que d'autres ne se nouent. Cette voie est aussi la plus risquée : laisser prospérer l'exaspération encore plusieurs mois, même en ralentissant sa progression, aggraverait la part d'irréversibilité de l'opinion.

En tout état de cause, cela nécessiterait une organisation plus offensive ; des dispositifs d'alerte et d'anticipation politiques plus efficaces ; la réorganisation des relais politiques (entretien d'un groupe de jeunes snipers parlementaires ? multiplication des canaux de ripostes ? meilleure diffusion des argumentaires ? utilisation plus systématique des données d'opinion ?) ; dont il n'est pas certain que l'on sache les organiser.

- **en provoquant, par un effet de souffle, un changement de terrain et de nouveaux messages forts** - cassant l'image que nous renvoyons aujourd'hui de n'avoir pour objectif que de boucher les trous du budget, et pour méthode de laisser les administrations suivre leur cours. Ces messages de recadrage pourraient être martelés à l'occasion de la série de vœux ; ou plus tardivement en tentant de prolonger l'effet de nouveauté jusqu'aux municipales. Il sera, de toute façon, nécessaire de se préparer à une seconde reprise en main après le choc des européennes.

3. dans tous les cas, on ne brisera ni n'étouffera cette spirale seulement :

- **en disant la vérité.** Les Français veulent une réassurance de la puissance tutélaire de l'Etat et un horizon leur permettant de voir au-delà des difficultés quotidiennes, pas un sermon sur les contraintes budgétaires ou des limites de l'action de l'Etat.
- **en valorisant les atouts de la France** : les Français les connaissent et n'en doutent pas. Mais ils ne croient plus que les politiques aient encore la capacité de les potentialiser.
- **en attendant les résultats sur le chômage ou le pouvoir d'achat** : ils mettront trop de temps à devenir visibles ; ne nous seront pas nécessairement attribués (le contexte extérieur - croissance qui repart partout en Europe, etc. - nous sera opposé) ; et d'ici là nous feront perdre en crédibilité (sentiment de s'enfermer dans l'irréalité).
- **en mettant mieux en scène les actions économiques mesure par mesure** : faute de sens général, elles seront essentiellement vues comme injustes ; déséquilibrées si elles sont positives (pourquoi l'on s'occupe d'eux et pas des autres ?) ; ou des gages donnés à des intérêts sectoriels.
- **en appelant au rassemblement ou à la confiance** : ils risquent de sonner creux si l'on ne précise pas qui/quels sont les ferments de division que l'on combat ; ou si l'on ne présente pas en même temps des actes qui permettraient d'envisager à nouveau cette confiance.

4. le préalable pour sortir de cette spirale serait de réincarner une cause.

- **nous n'émettons aujourd'hui plus rien, ni projet ni récit** : notre image est celle d'un trou noir, sans contours précis et sans direction, qui encaisse (les coups, les impôts, les mécontentements) sans s'exprimer en retour.

Ce qui est perçu au coup par coup (la recherche d'économies ; la gestion des colères catégorielles ; la réforme du marché du travail ; ou même l'inversion de la courbe du chômage) ne fait pas sens : les outils sans finalités ne réveillent plus l'imaginaire, ne s'inscrivent pas dans une aspiration.

- **il est nécessaire, pour pouvoir à nouveau accrocher un récit à notre action, de faire émerger une « cause fédératrice »**. Pour les commentateurs de la vie politique, elle pourrait permettre de réinterpréter les actions menées. Pour les Français, elle pourrait être le ferment qui rouvre progressivement la possibilité d'un avenir collectif qui redonne à croire que nous pouvons encore faire des choses ensemble.
- **les « causes » qui ont fédéré les électeurs lors de la campagne ne sont plus utilisables** : la lutte contre la finance est vue comme ayant été abandonnée ; l'apaisement et la normalité n'ont pas résisté à la crise ; le redressement de la France est resté trop abstrait (l'impact sur les situations individuelles n'a jamais été clarifié).
- **les craintes, les clivages et les attentes de réponse sont aujourd'hui de deux ordres** :
 - **économique**, saisissant à la fois l'emploi, l'amélioration des situations individuelles, la demande de protection et le rejet de la mondialisation ;
 - **identitaire**, touchant à la place de chacun dans la société, à la maîtrise des conséquences de l'immigration, à l'interrogation sur la persistance de la République et de la laïcité.

5. le propos que nous pourrions incarner pourrait s'appuyer sur ces deux axes :

- la « reconquête économique »** visant, fondamentalement, à nous donner les moyens de nos aspirations pour ne pas avoir à renoncer à l'essentiel - i.e. notre solidarité et notre modèle social, qui nous préserve du délitement.

Elle pourrait se décliner en plusieurs orientations et actions :

- **engager le combat dans la mondialisation**. Nous pouvons mettre des mots sur la bataille qu'il est possible de gagner si nous savons prendre les bonnes décisions (cf. discours de F. Mitterrand sur ce thème). Ce peut être le sens des mesures décidées pour les entreprises (compétitivité) ; et le cadre de nouveaux grands objectifs chiffrés (nombre d'entreprises exportatrices, reconquête de la deuxième place pour l'attractivité, ...).

Cette cause nous permet également de désigner un ennemi : ceux qui sont prêts à rendre les armes avant même d'avoir combattu, ceux qui ne croient pas en la France : c'est ce que propose le FN, qui exhorte à refuser le combat, à fermer les frontières, qui est prêt à laisser dépérir la France et le monde avancer sans nous. Seule, la France serait condamnée au déclin ; jamais nous ne nous résignerons à une France « rétrécie », plus petite.

- ***lutter contre nos faiblesses et nous donner de nouvelles armes dans cette bataille.*** Des objectifs nouveaux concernant l'éducation (reconquête du classement Pisa) ou le marché du travail pourraient en découler.
- ***faire de l'Europe une de ces armes.*** L'orientation générale pourrait être de **montrer ce que l'Europe peut faire pour l'économie et l'emploi, que ne peuvent pas les Etats seuls.** Réinscrire la mondialisation dans le cadre de référence rendrait plus visible la nécessité d'être ensemble (i.e. rendre irréal l'imaginaire du village gaulois, sur lequel peut prospérer le discours du refus).

Cette orientation peut **s'appuyer sur un petit nombre de sujets concrets et symboliques** montrant que l'Europe ne doit pas gêner pas les Etats (lutte contre le dumping, détachement des travailleurs ; allègement des procédures, décisions plus rapides, plus politiques, plus claires) ; mais les renforce (en leur fournissant de nouvelles armes - nouvelles capacités financières, d'investissement) ; est le *cadre d'une alliance* entre eux et *l'interface* des Etats avec le monde ; et sait s'armer elle-même (politique industrielle, ...).

- ***montrer une fermeté accrue envers ceux qui fraudent et les profiteurs du système,*** en haut comme en bas (évasion fiscale et contournement des règles comme fraude aux allocations) ; et ***dans le même temps une volonté de mieux protéger les plus faibles*** (i.e. permettre l'identification de la solidarité à ceux qui ne demandent rien).

ii. le « **renouveau de la République** ». Il pourrait comprendre :

- ***un aspect identitaire,*** qui pourrait se traduire par le rappel du ***rassemblement de la patrie, contre ceux qui la divisent et l'affaiblissent*** (dans le prolongement des discours de commémorations du centenaire). Rassembler les individus en étant plus dur sur les idées (et donner des gages en matière d'autorité) nécessite de retracer les limites du collectif : **la patrie contient tous ceux qui se reconnaissent des devoirs envers elle, d'où qu'ils viennent.** Ceux qui la rétrécissent à l'héritage ou à la filiation ne la défendent pas : ils la disloquent et la paralysent.

Cela nécessiterait également une **réappropriation de la laïcité**, fragmentée aujourd'hui entre une version d'extrême-droite et une version d'extrême-gauche : plus ferme sur le respect des valeurs républicaines et les devoirs de chaque citoyen ; mais plus protectrice des droits des minorités.

- ***un aspect institutionnel,*** qui pourrait s'incarner dans une volonté davantage affichée de ***renover progressivement l'organisation territoriale*** : une demande forte de simplification persiste dans l'opinion (la loi Lebranchu n'a guère eu d'effet sur ce plan) ; les dépenses des collectivités restent vues comme le deuxième poste où des coupes sont nécessaires (après les dépenses militaires) ; cette thématique peut également être l'occasion d'éléments de réponse attendus au creusement des divergences entre métropole et zones périphériques (montrer que la République, même en allégeant ses structures, n'oublie aucun territoire).
- ***la volonté d'un nouvel état d'esprit dans le fonctionnement de la République, fondé sur la confiance et l'exemplarité,*** afin de sortir de l'atmosphère de suspicion généralisée. Les mesures de simplification administratives pourraient être **présentées comme la première concrétisation** du nouveau rapport que nous souhaitons instaurer entre la République et les citoyens :
 - nous voulons que **la République fasse confiance** : les entreprises, et les individus, seront plus libres ; il s'agira de moins en moins d'être contrôlés ou de demander des autorisations a priori.

Mais plus de confiance implique plus de responsabilité : la contrepartie sera des sanctions plus dures si les règles sont enfreintes.

- nous voulons aussi que **la République donne confiance** : quelques mesures d'exemplarité, à la symbolique forte, pourraient s'avérer nécessaires pour crédibiliser la démarche (montrer davantage que l'on s'applique à soi-même les réformes demandées ; mettre en scène une ou deux mesures à la résonance importante - retraites des députés ; ...).
- **un processus de renouveau des politiques de solidarité**, sur plusieurs années : santé ; dépendance ; chômage (la réforme des indemnités chômage est perçue comme la troisième source d'économie par l'opinion, y compris par les sympathisants de gauche - le débat sur l'assistanat n'est pas loin).

Ce processus viserait à **renforcer la solidarité là où c'est nécessaire ; la dégager de ses excès** et ne pas laisser prise aux rentes (qui nourrissent un sentiment d'injustice contraire à l'idée de solidarité - demande récurrente de plafonnement des aides pour les plus aisés etc.) ; enfin **lutter plus fermement contre les fraudes** (contrer les critiques d'assistanat).

6. une remise en scène de la méthode pourrait apporter des réponses à certaines critiques :

- **concentrer l'action visible sur les combats essentiels à l'avenir du pays**. Il s'agit de contrer le sentiment de diversion, d'incohérence, d'éloignement. Cela pourrait justifier, pour un temps, un gouvernement resserré.
- **présenter davantage la réforme au-delà des intérêts catégoriels**. Il n'est pas vrai que les Français ne croient plus aux réformes : ils ne croient plus à la capacité des politiques à proposer des réformes qu'ils jugent utiles, demandant une contribution équitable à chacun, dictées par le seul bien du pays, et qui ne cèdent pas au premier intérêt personnel ou catégoriel. Ils refusent également les réformes n'ayant qu'un objectif comptable (puisque chacun pense que des poches d'économies existent ailleurs).

Les réformes semblent, de plus en plus, devoir impliquer largement, et s'appuyer sur un appel au dépassement particulièrement accentué : **face à la suspicion généralisée et à l'étiollement du sens collectif, il est nécessaire de recréer l'image d'une action réformatrice guidée par les besoins du pays davantage que par les intérêts particuliers**.

- **donner à voir le combat**. Un discours de reconquête doit s'appuyer sur des actes visibles de combat. **La victoire restera irréaliste tant qu'elle n'est pas à portée de main** : il ne s'agit pas seulement d'en parler mais de **mobiliser** (la France aime encore se dépasser) ; de **montrer l'offensive** (la galvanisation fonctionne toujours) ; de **signifier que la puissance publique lutte pied à pied** pour les Français et à leurs côtés (à rebours du sentiment de paralysie de l'Etat qui mine son autorité).

Une remise en scène peut également participer à **clarifier aux yeux de l'opinion la répartition des rôles entre le PR et le PM** (organiser et mener la bataille vs. monter au front sur l'urgence économique et sociale).

C'est aussi le moyen de **préserver le long terme** : même si toutes les batailles ne sont pas gagnées (mauvais chiffres, ...), la guerre n'est jamais finie./. (AA / Chloé Morin)

1. la réforme fiscale est encore jugée majoritairement nécessaire (à un peu moins de 60 %) et courageuse (autour de 50 %).

Mais **les craintes et les interrogations, nombreuses, deviennent plus aigües à mesure que l'effet de surprise s'estompe**. Elles sont renforcées par l'état de défiance, d'incompréhension et de rejet qui touche toute initiative venant de notre part (cf. aucun rebond confirmé du PM dans les derniers baromètres : les français ne sont plus prêts à nous accorder le bénéfice du doute lorsqu'une réforme est annoncée).

2. trois enjeux restent à traiter à court terme :

- **Clarifier.**

Nous n'avons pas expliqué **les objectifs et l'inspiration de la réforme** : vise-t-elle à simplifier l'imposition ; à lutter contre les inégalités ; à alléger la pression fiscale ; à réduire les déficits ; à renforcer les entreprises et l'emploi ?

Faute de s'appuyer sur des valeurs ou sur quelques buts déterminés, la crédibilité de la réforme s'érode (perçue comme un coup tactique et politicien).

- **Rassurer.**

Sans cadrage (du moins sans cadrage entendu) **les spéculations, donc les angoisses, se développent**.

Les Français semblent particulièrement craindre, outre que la réforme ne cache une hausse de leur imposition (60 % l'anticipent ; seuls 23 % croient à une stabilité et 14 % à une diminution), qu'elle **porte atteinte aux derniers ilots de stabilité auxquels ils s'accrochent** - dont l'épargne personnelle, ultime garantie face aux incertitudes de l'avenir.

Comment maîtriser, sinon faire retomber, ces angoisses ?

- **Organiser.**

Le besoin de **cohésion gouvernementale** sera très fort : les moindres prises de positions divergentes seront scrutées et montées en épingle pour décrédibiliser la réforme et nourrir l'angoisse.

L'articulation entre le PR et le PM n'est pas non plus claire aux yeux de l'opinion : elle risque à la fois d'empêcher le PM de jouer son rôle de bouclier ; et d'empêcher le PR de tirer le bénéfice des aspects positifs. Il pourrait être nécessaire que le PR réaffirme qu'il a initié la réforme ; cadre les objectifs et les principes ; et renvoie au PM la pleine responsabilité de la conduite et des modalités (les journalistes ont entendu ce message mais pas encore l'opinion).

3. enfin, **la hausse de la TVA au 1^{er} janvier** (qui est déjà dans les sondages la mesure la plus impopulaire prise depuis 18 mois) **est un risque majeur pour la réforme : si elle apparaît comme la première concrétisation de celle-ci, il sera extrêmement difficile de redresser le reste du processus.**

- **Le Bourget, campagne de 1988 :**

« Voilà pourquoi j'ai réussi avec Jacques Delors et avec Helmut Kohl, non pas à imposer mais à convaincre nos partenaires plutôt réticents, qu'il convenait d'abattre les frontières qui séparaient nos douze pays. **Alors, c'est la grande compétition.** Oui, que le meilleur gagne, le meilleur n'est pas toujours le même, partout, en même temps. **Mais la France, elle, est capable. Elle est capable d'être la meilleure, assez souvent.**

Cela ne va pas être commode pour vous : **320 millions d'habitants, plus de frontières, vous allez voir arriver chez nous un tas de gens qui vont prétendre travailler à votre place**, et puis il faudra que vous ayez l'ambition et la volonté, et le talent, d'aller chez eux, pour y prendre s'il le faut, leurs propres parts de marché.

C'est cela la compétition ! Eh bien moi je suis pour. Pourquoi est-ce que je suis pour ?

Parce que je crois aux vertus de la France, parce qu'il n'y a pas de raison qu'après avoir traversé tant de siècles, subi tant de douleurs, vécu tant d'espérances, la France ne soit pas capable encore, au début du prochain millénaire, d'aborder toutes les concurrences sans avoir peur de soi.

Nous avons chez nous assez d'esprits créateurs, assez de force d'invention. J'ai parlé de la science, de la recherche scientifique. Mais, dans le domaine des arts, dans l'expression littéraire et sous toutes les formes plastiques tout cela est souvent né chez nous. Les plus grands artistes du début du siècle sont venus travailler chez nous. Ils ont très souvent - sans excès de nationalisme, je ne succombe pas à ce péché-là - francisé leurs oeuvres à force d'aimer notre peuple et de vivre avec nous. **Et nous sommes capables d'aller ailleurs et de proposer ce que nous sommes capables de créer.**

Voilà pourquoi je crois en l'Europe, parce que je crois en nous. Je crois en nous parce que je crois en vous que je vois là, si nombreux, si fermes dans vos résolutions, si enthousiastes, si volontaires. Qui donc nous arrêterait en chemin ?

Avoir confiance en soi, ça n'est pas le mauvais orgueil, c'est savoir que nous représentons beaucoup dans les longues lignées des générations. C'est savoir que l'on exprime une culture, une forme de pensée, une force d'expression.

Je crois à l'Europe parce que je crois en la France, à la condition bien entendu que la France sache elle-même prendre les moyens de sa propre grandeur. Et elle ne le fera pas si elle hésite plus longtemps à se moderniser. Moderniser ses entreprises, moderniser son économie. Ce n'est pas un langage économique que je tiens là, c'est le langage du bon sens parce que cela commence dès le début. Ça n'est pas la peine d'avoir reçu de grandes leçons d'économie pour comprendre. Au petit garçon ou à la petite fille qui met le premier pas à l'école maternelle, c'est au pays tout entier qu'il appartient de leur donner l'égalité des chances. »

- *allocution télévisée suite à la nomination du gouvernement Cresson :*

« **Le 1er janvier 1993, dans dix-huit mois, un an et demi, l'Europe ne connaîtra plus de frontières** entre les douze pays de la Communauté dont nous sommes. Nous entrerons dans un grand marché où circuleront librement les personnes, les biens, les capitaux. **Dans cet espace, où vivent trois cent quarante millions d'êtres humains, la compétition sera dure, la concurrence sévère, l'avenir de la France y sera engagé.**

N'en doutons pas, nous n'aurons d'autres protections que notre talent, notre capacité créatrice et notre volonté. Cette voie est difficile, mais c'est la seule ouverte, la seule digne de notre histoire et de notre ambition. Tout repli sur nous-mêmes serait fatal.

Il nous faut donc mobiliser nos énergies, rassembler nos efforts, préparer notre pays. Il n'y a pas de temps à perdre pour muscler davantage encore notre économie et porter nos industries au plus haut, tout en préservant nos équilibres financiers. C'est à cette condition seulement que seront créés les emplois qui nous sont indispensables, que sera garantie notre sécurité sociale et que s'exercera pleinement la solidarité nationale nécessaire à notre réussite. Tous ensemble, nous gagnerons !

Croyez-moi, **une France plus forte en Europe, c'est ce que nous pouvons faire de mieux pour la Nation, ce que nous pouvons faire de mieux pour nos enfants, ce que nous pouvons faire de mieux pour réduire les inégalités sociales, pour remédier à vos difficultés et pour alléger la peine de tant d'entre vous.** Je pense aussi que c'est le plus bel apport que nous puissions faire à l'Europe de demain et, au-delà, à la paix qui a besoin de notre présence, de notre puissance et de notre détermination.

Mes chers compatriotes, moi, j'ai confiance, si nous nous mettons tous, cela marchera. »